

*Impôt sur le revenu—Loi*

signifierait telle ou telle chose. Il n'a pas prétendu que le Québec avait accepté ce décret fédéral, cet édit fédéral, il n'a pas dit qu'elles acceptaient. Lorsque le ministre des Finances a fait le saut avec sa proposition du 10 avril, il n'avait pas le droit de croire que le Québec allait accepter, et le ministre des Finances du gouvernement péquiste a dit très nettement qu'il ne le ferait pas. Qu'on ne nous casse plus les oreilles avec cette rengaine du Québec qui les a roulés, du Québec qui n'a pas voulu dire qu'il était contre cette idée.

Nous vivons dans un système fédéral et le premier ministre ne cesse de nous parler de cette idiotie de balkanisation du pays. Si on laisse le Québec abaisser sa taxe de vente comme il l'entend, cela va balkaniser le pays, nous dit-il. Cela va arrêter la libre circulation des marchandises. Ce que le gouvernement ne comprend pas, c'est que dans un système fédéral le simple fait pour les provinces d'avoir la taxe de vente leur donne le moyen de gêner la circulation des marchandises. A Terre-Neuve, nous ne taxons pas à la vente les aliments, les vêtements ou les chaussures. D'autres provinces les taxent au détail. Nous avons une taxe de 11 p. 100, mais à Terre-Neuve nous ne taxons ni le vêtement, ni la chaussure, ni les aliments. D'autres provinces le font. D'autres provinces ont leur propre politique d'achat.

Au Québec on ne fait de marchés qu'avec les entreprises ayant leur siège au Québec. Il y a toute sorte de situations qui gênent la circulation des marchandises. Appelez cela comme vous le voulez. Le Québec ne balkanise pas le pays avec sa taxe de vente, en décidant d'exempter certaines choses et pas d'autres. Il exerce le même droit que Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et d'autres, qui le font chaque année, comme d'ailleurs l'État fédéral le fait avec ses droits de douane et sa taxe de vente fédérale. Il n'y a pas de balkanisation à cela.

Si on permet au Québec de faire, comme il l'entend, de faire ce qu'il fait actuellement en recevant quand même l'assistance financière fédérale, aucune autre province ne pourra se plaindre parce qu'elle n'aura pas prévu cela dans son accord. Les autres provinces n'ont pas demandé la même chose. Elles ont cédé, elles se sont rendues, elles se sont effondrées, elles n'ont pas eu le courage de se tenir debout parce que la plupart n'étaient pas en situation financière de le faire. Elles ne l'ont pas fait, mais le Québec l'a fait lui. Certaines ont essayé, mais elles n'ont pas tenu jusqu'à la fin. Le Québec a tenu le coup parce que la conservation de ses droits est plus importante pour lui que tout le reste. Il n'y a pas eu d'accord, donc le gouvernement ne peut pas se plaindre que le Québec n'a pas fait ce qu'il voulait. Il savait que tout le monde n'était pas d'accord.

● (2142)

Si nous jetons un coup d'œil à nouveau au hansard du 17 mai, on voit que le premier ministre est encore dans un état de confusion. Certains soutiendront que ce n'est qu'une question de terminologie. Comme on peut le voir à la page 5507, le premier ministre a dit ceci:

..le ministre des Finances a conclu un accord avec neuf des provinces; cet accord a couronné trois semaines de discussions.

Elle n'ont pas conclu d'accord, monsieur l'Orateur, il n'y a pas eu entente avec neuf des provinces. Ce n'était pas un

[M. Crosbie.]

accord. Neuf provinces ont acquiescé, mais n'ont pas conclu d'accord. Il n'y a pas eu accord avec Terre-Neuve. Terre-Neuve n'a jamais consenti. Un accord survient lorsque deux parties conviennent librement et volontairement de conclure un accord l'une avec l'autre. C'est ainsi que Terre-Neuve n'a jamais conclu d'accord. Les provinces ont accepté l'argent que leur tendait le gouvernement du Canada tout en faisant quelques suggestions sur la façon de le faire, mais en général on n'a pas tenu compte de leur opinion.

Je ne pense pas qu'il y ait eu un véritable accord avec les autres provinces à l'exception de l'Ontario. Comme il s'agissait d'abord de l'idée de Darcy McKeough, naturellement l'Ontario a été d'accord mais pas les autres provinces. Le premier ministre fait erreur. Il a ajouté:

Je m'étonnerais fort que, parce que le Québec n'a pas précisé sa position avant le budget et qu'il nous arrive maintenant avec un plan qui tend à balkaniser le marché canadien, les autres provinces veuillent aussi s'orienter dans le sens de cette balkanisation.

Eh bien, peu m'importe qu'on s'oriente ou qu'on ne s'oriente pas dans ce sens. L'Ontario aurait très bien pu réduire la taxe sur les automobiles si elle en avait décidé ainsi, et telle autre province aurait pu réduire la taxe sur un produit différent. Du moment que le consommateur était soulagé et l'économie stimulée, cela ne fait pas grande différence. La seule différence c'est qu'il existe un gouvernement arrogant et intraitable qui veut assujettir toutes les provinces à sa volonté.

C'est le 14 avril que le premier ministre a commis la plus grande bévue sous ce rapport. On s'attendrait à ce que le premier ministre du pays ne soit pas un politicien, ou tout au moins qu'il ne le laisse pas voir aussi facilement. Le 14 avril, monsieur l'Orateur, quand je lui ai demandé à la Chambre des communes au cours de la période des questions pourquoi on ne permettait pas au Québec de faire ce qu'il voulait, le premier ministre a répondu, comme on peut le lire à la page 4507 du hansard:

Je constate que l'opposition appuie le gouvernement séparatiste du Québec...

Et à la même page, monsieur l'Orateur, il a ajouté:

Je parlais de l'appui donné par le parti conservateur au programme proposé par le parti séparatiste du Québec.

Il a tenté, monsieur l'Orateur, de faire passer pour séparatiste quiconque n'est pas d'accord avec le premier ministre et sa politique. Mais il est maintenant dans de mauvais draps parce que Claude Ryan et les députés libéraux de l'Assemblée législative du Québec, les députés de l'Union nationale, les députés créditistes et tous les députés de l'Assemblée nationale du Québec sont maintenant, selon cette définition, des séparatistes.

Être d'accord ne veut pas dire, monsieur l'Orateur, accepter de recevoir des ultimatums ou s'y soumettre. C'est pourquoi il n'y a pas eu d'ententes. Le 16 mai, le ministre des Finances, et je vous renvoie à la page 5451 du hansard, dit:

Je m'étonne qu'un parti national se jette ainsi au cou du Parti québécois.

Le ministre des Finances en réponse aux questions de notre porte-parole pour les relations fédérales-provinciales, l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald) a dit que «un parti national» voulait sauver la tête du parti québécois. C'est plutôt le gouvernement fédéral qui, par sa stupidité, son arrogance et son attitude inflexible met le Parti québécois en bien meilleure posture.